



Assemblée générale

Distr. limitée
11 novembre 2024
Français
Original : anglais

Soixante-dix-neuvième session

Troisième Commission

Points 108 et 139 de l'ordre du jour

**Lutte contre l'utilisation des technologies de l'information
et des communications à des fins criminelles**

Projet de budget-programme pour 2025

**Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité ;
Renforcement de la coopération internationale
pour la lutte contre certaines infractions commises
au moyen de systèmes d'information et de communication
et pour la communication de preuves sous forme
électronique d'infractions graves**

**Incidences sur le budget-programme du projet de résolution
figurant dans le rapport du Comité spécial chargé d'élaborer
une convention internationale générale sur la lutte
contre l'utilisation des technologies de l'information
et des communications à des fins criminelles sur les travaux
de la reprise de la session de clôture ([A/78/986](#)) et transmis
à l'Assemblée générale sous la cote [A/79/196](#), tel qu'amendé
par le projet de texte [A/C.3/79/L.22](#)**

**État présenté par le Secrétaire général conformément
à l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale**

I. Mandat énoncé dans le projet de résolution

1. Aux paragraphes 2, 4, 5, 6, 8, 9, 10 et 11 du projet de résolution figurant au paragraphe 49 du rapport du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles sur les travaux de la reprise de la session de clôture ([A/78/986](#)) et transmis à l'Assemblée générale sous la cote [A/79/196](#), l'Assemblée :



a) Adopte la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité ; Renforcement de la coopération internationale pour la lutte contre certaines infractions commises au moyen de systèmes d'information et de communication et pour la communication de preuves sous forme électronique d'infractions graves, qui figure en annexe à la présente résolution, et l'ouvre à la signature au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 31 décembre 2026 ;

b) Décide que, jusqu'à ce que la Conférence des États parties qui doit être instituée en application de la Convention en décide autrement, le compte visé à l'article 56 de la Convention sera administré par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), et encourage les États Membres à commencer à verser des contributions volontaires adéquates audit compte afin de fournir aux pays en développement et aux pays en transition économique l'assistance technique dont ils pourraient avoir besoin pour se préparer à ratifier et à appliquer la Convention ;

c) Décide également que le Comité spécial poursuivra ses travaux, *mutatis mutandis*, conformément à ses résolutions [74/247](#) et [75/282](#), en vue de négocier un projet de protocole additionnel à la Convention portant, entre autres, sur des infractions pénales supplémentaires, selon qu'il conviendra, et que, pour ce faire, deux sessions de 10 jours chacune seront convoquées, dont la première se tiendra deux ans après qu'elle-même aura adopté la Convention et la deuxième au cours de l'année civile suivante, à Vienne et à New York, respectivement, afin que les résultats en soient soumis à la Conférence des États parties à la Convention pour qu'elle les examine et y donne suite, conformément au paragraphe 5, alinéa g), de l'article 57 et aux articles 61 et 62 de la Convention ;

d) Décide en outre que le Comité achèvera ses travaux relatifs à la négociation de la Convention en tenant à Vienne, *mutatis mutandis*, conformément à ses résolutions [74/247](#) et [75/282](#), une session de cinq jours maximum, un an après l'adoption de la Convention, afin d'élaborer le projet de texte du règlement intérieur de la Conférence et des autres règles visées à l'article 57 de la Convention, qui sera présenté pour examen à la Conférence à sa première session ;

e) Prie la Conférence de se tenir au fait des évolutions technologiques intervenant dans le domaine de la cybercriminalité, de formuler des recommandations sur les mesures à prendre à cet égard, de promouvoir la tenue de réunions régionales et internationales entre référents nationaux pour la lutte contre la cybercriminalité afin qu'ils échangent les données d'expérience accumulées, les problèmes rencontrés et les bonnes pratiques appliquées, et d'assurer des synergies avec les travaux menés en la matière par d'autres organes intergouvernementaux compétents ;

f) Prie le Secrétaire général de charger l'Office d'assurer le secrétariat de la Conférence, sous la direction de la Conférence, conformément à l'article 58 de la Convention ;

g) Prie également le Secrétaire général de doter l'Office des ressources nécessaires pour lui permettre d'œuvrer efficacement à l'entrée en vigueur rapide de la Convention et d'assurer le secrétariat de la Conférence, ainsi que d'apporter son concours au Comité pour les travaux visés aux paragraphes l c) et d) ci-dessus ;

h) Prie en outre le Secrétaire général d'établir un rapport complet sur les activités menées en faveur de l'entrée en vigueur rapide de la Convention et de le lui présenter à sa quatre-vingtième session.

2. Si le projet de texte [A/C.3/79/L.22](#) était adopté, le deuxième paragraphe du projet de résolution dont l'adoption est recommandée dans le document [A/78/986](#) serait amendé de façon que l'Assemblée générale adopte la Convention et « l'ouvre à la signature à Hanoï en 2025, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à

New York, jusqu'au 31 décembre 2026 ». L'article 64 du projet de convention, figurant dans la résolution dont l'adoption est recommandée dans le document [A/78/986](#), se lirait comme suit : « La présente Convention est ouverte à la signature de tous les États à Hanoï en 2025, puis au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, jusqu'au 31 décembre 2026. »

II. Rapport entre le mandat énoncé dans le projet de résolution et le projet de budget-programme pour 2025

3. Le mandat énoncé dans le projet de résolution figurant au paragraphe 49 du document [A/78/986](#) et transmis à l'Assemblée générale sous la cote [A/79/196](#) signifie que des produits et des activités devront être ajoutés aux plans-programmes suivants du projet de budget-programme pour 2025 et des budgets-programmes à venir :

- a) Programme 1 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) [[A/79/6 \(Sect. 2\)](#)] ;
- b) Programme 13 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) [[A/79/6 \(Sect. 16\)](#)] ;
- c) Programme 24 (Communication globale) [[A/79/6 \(Sect.28\)](#)] ;
- d) Programme 25 (Services de gestion et d'appui) [[A/79/6 \(Sect. 29C\)](#) et [A/79/6 \(Sect. 29F\)](#)] ;
- e) Programme 28 (Sûreté et sécurité) [[A/79/6 \(Sect.34\)](#)].

III. Produits et activités nécessaires à l'exécution du mandat énoncé dans le projet de résolution

4. Conformément au mandat énoncé à l'article 58 du projet de convention, il est proposé que le Secrétaire général ou la Secrétaire générale fournisse les services de secrétariat nécessaires à la future Convention, notamment en organisant les conférences qui s'y rapportent et en apportant son concours à son entrée en vigueur et à son application.

5. Le mandat énoncé aux paragraphes 4, 9 et 10 du projet de résolution signifierait que l'ONUDC assurerait le secrétariat de la Convention et serait chargé d'œuvrer à son entrée en vigueur rapide, d'apporter son concours à son application, d'assurer le service de la Conférence des États parties et d'appuyer le Comité spécial dans les travaux qu'il mènerait conformément aux paragraphes 5 et 6 du projet de résolution. Conformément au paragraphe 11, le Secrétaire général devrait établir un rapport sur les activités menées en faveur de l'entrée en vigueur rapide de la Convention et le présenter à l'Assemblée générale à sa quatre-vingtième session. Il s'agirait notamment des activités suivantes :

- a) Œuvrer à l'entrée en vigueur rapide de la Convention, notamment en aidant les États Membres à se préparer à ratifier et à appliquer la Convention, ce qui englobe les activités suivantes :
 - i) Établir les travaux préparatoires de la Convention, en rassemblant la documentation sur les travaux du Comité et l'historique des négociations, et en assurer une large diffusion ;
 - ii) Œuvrer continuellement et activement à la ratification de la Convention par tous les États Membres, notamment en organisant des ateliers de ratification et des réunions avec les États Membres et leurs représentants aux niveaux

régional et national et aider les États Membres qui en font la demande à mettre leurs politiques et leur législation en conformité avec la Convention ;

iii) Élaborer et établir le répertoire des points de contact du réseau 24/7 devant être créé conformément à l'article 41, afin qu'il soit en service dès l'entrée en vigueur de la Convention, et qu'il en soit de même pour le registre des autorités ainsi désignées par les États parties en application de l'article 37, le registre des autorités centrales désignées au titre de l'article 40, le registre des autorités désignées aux fins de la prévention dans le cadre du paragraphe 7 de l'article 53, et le répertoire des lois et règlements établi conformément aux articles 17 et 50, et convoquer une réunion préparatoire du réseau 24/7 avant la première Conférence des États parties ;

iv) Mettre au point des mécanismes, y compris des systèmes informatiques et technologiques, pour permettre à la Conférence de s'acquitter de ses fonctions, notamment dresser la liste des besoins en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités ou constituer des répertoires des mesures visées au paragraphe 2 d) de l'article 17, au paragraphe 5 de l'article 50 et au paragraphe 7 de l'article 53, ainsi que des mesures législatives, politiques et administratives des États parties, telles que décrites à l'article 57 de la Convention, en veillant à ce que ces systèmes et fonctions soient en service dès l'entrée en vigueur de la Convention ;

v) Mettre au point continuellement des outils et des ressources pour proposer, à la demande des États Membres, des initiatives de réforme législative et politique à l'appui de la ratification et de l'application de la Convention ;

b) Aider le Comité à établir un projet de règlement intérieur de la Conférence et convoquer une réunion du Comité bien avant l'entrée en vigueur de la Convention, ce qui comprend l'activité suivante¹ ;

i) Organiser une session de cinq jours du Comité pour que celui-ci établisse le projet de règlement intérieur de la Conférence et des autres règles décrites à l'article 57 de la Convention, y compris les documents nécessaires ;

c) Convoquer des réunions du Comité pour qu'il négocie un projet de protocole additionnel à la Convention, conformément au paragraphe 5 du projet de résolution, ce qui nécessiterait les activités suivantes² :

i) Organiser deux sessions de 10 jours du Comité consacrées aux négociations du protocole, l'une à Vienne et l'autre à New York ;

ii) Rassembler les contributions des États Membres et veiller à ce qu'elles soient disponibles dans toutes les langues officielles de l'ONU ;

iii) Établir d'autres documents de référence.

d) Apporter son concours aux fonctions de la Conférence, ce qui nécessiterait les activités suivantes³ :

i) Organiser, dès l'entrée en vigueur de la Convention, les sessions de la Conférence, en établissant notamment les documents requis pour ses réunions,

¹ Les ressources demandées reposent sur l'hypothèse que l'Assemblée générale adoptera la Convention en décembre 2024 et que la session que le Comité tiendra pour négocier le règlement intérieur aura lieu au début de 2026, environ un an après l'adoption.

² Les ressources demandées reposent sur l'hypothèse que la première session de négociation du protocole, qui devrait avoir lieu deux ans après l'adoption de la Convention, se tiendra en 2027 et que la deuxième session aura lieu l'année suivante, en 2028.

³ Les ressources demandées reposent sur l'hypothèse que la Convention entrera en vigueur 90 jours après la date de dépôt du quarantième instrument de ratification, ce qui devrait se produire

ainsi que les sessions des organes subsidiaires que la Conférence décide de créer ;

ii) Organiser les réunions de la Conférence destinées à négocier et adopter des protocoles additionnels, conformément au paragraphe 5 g) de l'article 57 du projet de convention ;

iii) Gérer les systèmes, les bases de données et les répertoires décrits aux paragraphes 5 a) iii) et iv) ci-dessus ;

iv) Conformément au paragraphe 2 c) de l'article 58 du projet de convention, assurer la liaison avec d'autres organisations intergouvernementales, se tenir au fait de l'actualité des forums internationaux et régionaux pertinents et recueillir des renseignements auprès des États parties sur les mesures législatives, administratives et autres, ainsi que sur les programmes, plans et pratiques qu'ils mettent en place pour appliquer la Convention ;

v) Recueillir des renseignements sur les besoins des États parties en matière d'assistance technique et de renforcement des capacités, conformément au paragraphe 5 h) de l'article 57 du projet de convention ;

vi) Suivre les évolutions technologiques liées à la cybercriminalité et à la collecte de preuves sous forme électronique afin d'appuyer les efforts des États parties, conformément au paragraphe 4 de l'article 55 ;

e) Aider les États parties à appliquer la Convention, ce qui comprend les activités suivantes :

i) Élaborer des outils et des supports de formation pour répondre, à leur demande, aux besoins des États parties en matière de renforcement des capacités et d'assistance technique ;

ii) Établir et tenir un compte pour l'assistance technique et le renforcement des capacités conformément au paragraphe 2 c) de l'article 56 du projet de convention ;

iii) Faire continuellement des recherches et recueillir en permanence des données auprès des États parties en vue de leur publication dans les systèmes établis conformément aux paragraphes 5 a) iii) et iv) ci-dessus, en veillant à tenir à jour ces systèmes et les informations qui s'y rapportent et en diffusant ces informations auprès des États Membres.

6. Pour le Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences (chapitre 2), l'exécution du mandat nécessiterait, au titre des autres dépenses de personnel, des ressources autres que celles affectées à des postes, comme suit :

a) Services de documentation :

i) Traduction de 19 documents pour les sessions ordinaires de la Conférence des États parties (dépenses renouvelables) ;

ii) Traduction de 20 documents pour les sessions de négociation des protocoles, de six documents pour la session d'établissement du projet du règlement intérieur de la Conférence, et d'un rapport du Secrétaire général (dépenses non renouvelables) ;

en 2027 (voir par. 1 de l'article 65 du projet de convention). La première session de la Conférence devrait avoir lieu au plus tard un an après l'entrée en vigueur et, conformément à la pratique de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Conférence se réunirait tous les deux ans (voir par. 2 de l'article 57 du projet de convention).

iii) Édition, conception graphique et production des publications sur la Convention, le règlement intérieur de la Conférence, les travaux préparatoires et du guide législatif pour l'application de la Convention (dépenses non renouvelables) ;

iv) Ressources pour la traduction de contenu destiné au site Web de la Convention ;

b) Services d'interprétation :

i) Cinq jours pour les sessions ordinaires de la Conférence (dépenses renouvelables, tous les deux ans) ;

ii) Vingt jours pour les sessions de négociation des protocoles et cinq jours pour la négociation du règlement intérieur de la Conférence (dépenses non renouvelables).

7. Pour exécuter son mandat, l'ONUDC mettrait en place une équipe d'expertes et d'experts des questions juridiques et politiques et de la cybercriminalité selon une démarche décentralisée, une équipe centrale étant basée au siège, à Vienne, un poste d'orientation politique et de liaison à New York, et des équipes déployées dans six centres régionaux (Égypte, Kenya, Panama, Sénégal, Thaïlande et Türkiye), afin d'aider les États Membres des régions concernées qui en font la demande à ratifier la Convention et à établir les rapports requis et à s'acquitter de leurs futures obligations conventionnelles. Ainsi, l'Office (chapitre 16) aurait besoin de ressources supplémentaires pour financer :

a) La création de 23 postes [1 P-5, 4 P-4, 9 P-3, 1 P-2 et 8 postes d'agent(e) des services généraux (Autres classes)] à compter du 1^{er} janvier 2025 et de 2 postes (1 D-1 et 1 P-5) à compter du 1^{er} janvier 2027, comme indiqué dans l'annexe au présent rapport ;

b) D'autres dépenses de personnel, pour les heures supplémentaires nécessaires au service des sessions (dépenses renouvelables à partir de 2026) ;

c) Les services de consultants, qui appuieraient i) l'élaboration des travaux préparatoires et d'un guide législatif et ii) la ratification et l'application de la Convention (dépenses non renouvelables) ;

d) Les services d'experts, qui apporteraient leurs connaissances spécialisées aux ateliers de ratification (dépenses non renouvelables) ;

e) Les voyages des représentants, pour i) jusqu'à 50 représentantes et représentants gouvernementaux de pays en développement devant se rendre aux ateliers régionaux de ratification ; ii) jusqu'à 46 représentantes et représentants gouvernementaux des pays les moins avancés devant se rendre à une réunion préparatoire du réseau 24/7 (dépenses non renouvelables) ;

f) Les voyages du personnel, entrepris en vue :

i. D'assurer le service des sessions de la Conférence et d'apporter un soutien personnalisé aux différents États Membres dans le cadre du processus de ratification (dépenses renouvelables) ;

ii. D'assurer le service des sessions consacrées à la négociation d'un protocole et à l'élaboration du règlement intérieur de la Conférence, d'organiser quatre ateliers régionaux et d'apporter un soutien personnalisé aux différents États Membres de chacune des régions dans le cadre du processus de ratification (dépenses non renouvelables) ;

- g) Les services contractuels, pour :
- i) La prestation de services audiovisuels dans le cadre de l'organisation de séances d'information et de manifestations parallèles lors de conférences et réunions pertinentes, dont celles des instruments et cadres juridiques pertinents et des organismes mondiaux, régionaux, sous-régionaux et sectoriels concernés (dépenses renouvelables) ;
 - ii) L'impression de 600 exemplaires de la Convention et du règlement intérieur de la Conférence (dont la moitié représentent des dépenses renouvelables) ;
 - iii) L'élaboration a) d'une plateforme sécurisée pour le répertoire des points de contact du réseau 24/7, le registre des autorités compétentes, des autorités centrales et des autorités de prévention et la base de données concernant la législation ; b) d'un site Web pour la Convention destiné au grand public (dépenses non renouvelables) ;
 - iv) La maintenance a) de la plateforme sécurisée ; b) du site Web mentionné au paragraphe 7 g) iii) ci-dessus (dépenses renouvelables) ;
 - v) La diffusion sur le Web, à partir de Vienne, des sessions consacrées à la négociation d'un protocole et de la session consacrée à l'élaboration du règlement intérieur de la Conférence (dépenses non renouvelables) ;
 - vi) La diffusion sur le Web de la première réunion de chaque session de la Conférence des États parties (dépenses renouvelables, tous les deux ans) ;
- h) Les frais généraux de fonctionnement, pour les dépenses liées aux bureaux qu'occuperaient les titulaires des 13 postes qu'il est proposé de créer à New York et dans les lieux d'affectation régionaux (dépenses renouvelables) ;
- i) Le mobilier et le matériel, pour l'acquisition de matériel de bureautique, de bureau et de communication et de mobilier de bureau.
8. Pour exécuter son mandat, le Département de la communication globale (chapitre 28) aurait besoin de ressources supplémentaires à la rubrique Services contractuels pour la diffusion sur le Web des réunions de la session de négociation du protocole à New York (dépenses non renouvelables).
9. Des ressources supplémentaires seraient nécessaires à l'Office des Nations Unies à Vienne (chapitre 29F), à la rubrique Subventions et contributions, pour les dépenses relatives aux bureaux destinés aux titulaires des 10 postes qu'il est proposé de créer à Vienne à compter du 1^{er} janvier 2025 et des 2 postes qu'il est proposé d'y créer à compter du 1^{er} janvier 2027 (dépenses renouvelables).
10. Pour exécuter son mandat, le Bureau de l'informatique et des communications (chapitre 29C) nécessiterait des ressources à la rubrique Services contractuels pour le volet informatique des services de conférence à New York (dépenses non renouvelables).
11. Pour exécuter son mandat, le Département de la sûreté et de la sécurité (chapitre 34) nécessiterait des ressources pour fournir des services de sûreté et de sécurité lors des réunions à Vienne et à New York.

IV. Incidences budgétaires

A. Ressources à prévoir pour les services de conférence

12. On trouvera dans le tableau 1 des informations sur les ressources supplémentaires à prévoir au titre des services de conférence.

Tableau 1

Ressources supplémentaires à prévoir au titre des services de conférence (avant actualisation des coûts)

(En dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2026</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2027</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2028</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2030 et tous les deux ans ensuite</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)					
Autres dépenses de personnel					
Services de documentation	69 800	798 600	363 900	894 100	594 100
Services d'interprétation	—	80 500	161 000	320 000	161 000
Chapitre 28 (Communication globale)					
Services contractuels	—	—	—	5 900	—
Chapitre 29C (Bureau de l'informatique et des communications)					
Services contractuels	—	—	—	28 900	—
Chapitre 34 (Sûreté et sécurité)					
Autres dépenses de personnel	—	—	—	34 100	—
Frais généraux de fonctionnement	—	—	—	2 400	—
Subventions et contributions	—	21 100	38 900	21 100	21 100
Total	69 800	900 200	563 800	1 306 500	776 200

B. Ressources à prévoir pour les services autres que les services de conférence

13. On trouvera dans le tableau 2 des informations sur les ressources supplémentaires à prévoir pour les services autres que les services de conférence.

Tableau 2

Ressources supplémentaires à prévoir pour les services autres que les services de conférence (avant actualisation des coûts)

(En dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2026</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2027</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2028</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2029 et par la suite</i>
Chapitre 16 (Contrôle international des drogues, préventions du crime et du terrorisme et justice pénale)					
Postes	1 698 700	3 017 400	3 265 800	3 514 200	3 514 200
Autres dépenses de personnel	—	1 200	1 200	2 400	1 200
Consultants	—	84 000	—	—	—
Experts	23 900	—	—	—	—
Voyages des représentants	160 200	127 700	—	—	—

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2026</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2027</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2028</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2029 et par la suite</i>
Voyages du personnel	255 500	306 500	308 800	349 200	306 500
Services contractuels	221 000	344 500	252 600	167 500	167 500
Frais généraux de fonctionnement	37 500	70 000	70 600	71 100	71 100
Mobilier et matériel	58 400	–	12 600	–	–
Total partiel (chapitre 16)	2 455 200	3 951 300	3 911 600	4 104 400	4 060 500
Chapitre 29F [Administration (Vienne)]					
Subventions et contributions	44 000	88 000	105 600	105 600	105 600
Total	2 499 200	4 039 300	4 017 200	4 210 000	4 166 100

C. Ouverture de la Convention à la signature

14. Si le projet de texte figurant dans le document [A/C.3/79/L.22](#) est adopté conformément au paragraphe 2 ci-dessus, et à la suite de la confirmation officielle du financement des dépenses par le pays hôte, aucune ressource supplémentaire ne sera nécessaire pour l'ouverture de la Convention à la signature à Hanoï.

15. Les ressources à prévoir pour 2025, qui s'élèvent à 2 569 000 dollars, seraient inscrites aux chapitres suivants du projet de budget-programme pour 2025 :

- a) Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (69 800 dollars) ;
- b) Chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) (2 455 200 dollars) ;
- c) Chapitre 29F [Administration (Vienne)] (44 000 dollars).

16. Un montant supplémentaire de 238 300 dollars serait à prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) pour 2025.

V. Récapitulatif des ressources à prévoir

17. Les incidences budgétaires pour 2025 se chiffrent à 2 807 300 dollars (voir tableau 3).

Tableau 3

Ressources supplémentaires à prévoir (avant actualisation des coûts)

(En dollars des États-Unis)

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>
Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences)	69 800
Chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale)	2 455 200

<i>Chapitre du budget</i>	<i>Ressources à prévoir pour 2025</i>
Chapitre 29F [Administration (Vienne)]	44 000
Chapitre 36 (Contributions du personnel)	238 300
Total (contributions du personnel incluses)	2 807 300

VI. Possibilité de financement au moyen des crédits prévus pour 2025

18. Aucune ressource n'est prévue dans le projet de budget-programme pour 2025 pour financer l'exécution du mandat énoncé dans le projet de résolution. Il n'est pas possible, à l'heure actuelle, de trouver dans les chapitres correspondants du projet de budget-programme pour 2025 des activités qui pourraient être supprimées, reportées, réduites ou modifiées durant l'exercice. Il faudra donc ouvrir des crédits supplémentaires pour 2025.

VII. Conclusion

19. Si l'Assemblée générale adoptait le projet de résolution figurant au paragraphe 49 du document [A/78/986](#) et transmis sous la cote [A/79/196](#), tel qu'amendé par le projet de texte [A/C.3/79/L.22](#), des ressources supplémentaires d'un montant de 2 569 000 dollars seraient nécessaires au titre des chapitres suivants du projet de budget-programme pour 2025 :

- a) Chapitre 2 (Affaires de l'Assemblée générale et du Conseil économique et social et gestion des conférences) (69 800 dollars) ;
- b) Chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale) (2 455 200 dollars) ;
- c) Chapitre 29F [Administration (Vienne)] (44 000 dollars).

20. L'Assemblée générale serait invitée à approuver la création de 23 postes [1 P-5, 4 P-4, 9 P-3, 1 P-2 et 8 postes d'agent(e) des services généraux (Autres classes)] à compter du 1^{er} janvier 2025 et de 2 postes (1 D-1 et 1 P-5) à compter du 1^{er} janvier 2027 au titre du chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale).

21. Il faudrait prévoir au chapitre 36 (Contributions du personnel) des ressources additionnelles d'un montant de 238 300 dollars, pour lesquelles l'Assemblée générale devrait ouvrir des crédits supplémentaires, à compenser par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du projet de budget-programme pour 2025.

Annexe

Récapitulatif des changements relatifs aux postes

Postes qu'il est proposé de créer au titre du chapitre 16 (Contrôle international des drogues, prévention du crime et du terrorisme et justice pénale)

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
Sous-programme 1 (Lutte contre la criminalité transnationale organisée)	1	P-5	Spécialiste hors classe de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) diriger l'élaboration et l'exécution du programme de travail global visant à préparer l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité ; Renforcement de la coopération internationale pour la lutte contre certaines infractions commises au moyen de systèmes d'information et de communication et pour la communication de preuves sous forme électronique d'infractions graves, et la poursuite des travaux du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles ; b) superviser la réalisation des documents d'orientation et de référence et des études en vue de l'élaboration des guides législatifs et des questions à examiner par le Comité lors de ses sessions consacrées à l'élaboration du projet de règlement intérieur de la Conférence des États parties à la Convention et à l'examen des futurs protocoles, ainsi que lors de la première session de la Conférence ; c) superviser l'élaboration des travaux préparatoires de la Convention, ainsi que des guides législatifs et d'autres documents de travail en préparation de l'entrée en vigueur de la Convention ; d) superviser l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme de réforme législative et politique pour promouvoir la ratification de la Convention par les États Membres ; e) superviser la prestation de services pour les futures sessions du Comité, notamment celles consacrées à l'élaboration du règlement intérieur de la Conférence et à la négociation des protocoles ; f) superviser la prestation de services pour les futures sessions de la Conférence et des groupes de travail qu'elle décide de créer ; g) superviser l'analyse et l'examen de la documentation relative aux propositions soumises à l'examen des États parties en vue de la première Conférence ; h) superviser la fourniture de conseils juridiques et politiques aux États Membres, à leur demande, sur d'éventuelles questions juridiques afin de les aider à ratifier et à appliquer la Convention ; i) superviser le recrutement du personnel et des consultantes et consultants, y compris en définissant les fonctions et en participant à la procédure de sélection ; j) diriger le suivi et l'examen d'ensemble du programme de travail et du budget, en réalisant des activités de gestion du programme à l'appui des travaux de la Conférence ; k) encadrer les consultantes et

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					consultants et les autres membres du personnel qui fournissent des services au Comité et à la Conférence
	1	P-4	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) contribuer à l'élaboration et à l'exécution du programme de travail global visant à préparer l'entrée en vigueur de la Convention et la poursuite des travaux du Comité spécial ; b) coordonner la réalisation des documents d'orientation et de référence et des études en vue de l'élaboration des guides législatifs et des questions à examiner par le Comité lors de sa session d'élaboration du projet de règlement intérieur de la Conférence et lors de la première session de la Conférence ; c) diriger l'élaboration des travaux préparatoires de la Convention, ainsi que des guides législatifs et d'autres documents de travail en préparation de l'entrée en vigueur de la Convention ; d) superviser et appuyer l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de réforme législative et politique visant à promouvoir la ratification de la Convention par les États Membres ; e) coordonner la prestation de services pour les futures sessions du Comité, notamment celles consacrées à l'élaboration du règlement intérieur de la Conférence et à la négociation des protocoles, ainsi que pour les futures sessions de la Conférence et des groupes de travail qu'elle décide d'établir ; f) coordonner l'analyse et l'examen de la documentation relative aux propositions soumises à l'examen des États parties en vue de la première Conférence ; g) contribuer au recrutement du personnel et des consultants et consultants, notamment en définissant leurs fonctions et en participant à la procédure de sélection ; h) contribuer au suivi et à l'examen du programme de travail et du budget, en réalisant des activités de gestion du programme à l'appui des travaux menés dans le cadre de la Convention ; i) encadrer les consultants et les consultants et les autres membres du personnel qui fournissent des services au Comité et à la Conférence</p>
	1	P-4	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) coordonner la fourniture au Comité spécial et à la Conférence des États parties d'une expertise de fond en matière de lutte contre la cybercriminalité axée sur le droit et les choix de politique, notamment en ce qui concerne les services des technologies de l'information et la cybercriminalité ; b) coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'initiatives de réforme législative et politique visant à promouvoir la ratification de la Convention ; c) coordonner la fourniture de conseils juridiques et en matière de politiques, y compris par des juristes ou des spécialistes des politiques basés dans les différentes régions, aux États Membres qui en font la demande sur d'éventuelles questions juridiques, afin de les aider à ratifier et à appliquer la Convention ; d) diriger</p>

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					l'élaboration et l'établissement de mécanismes visant à garantir que la Conférence soit tenue au courant des évolutions technologiques dans le domaine des infractions commises au moyen des technologies de l'information et des communications, y compris au moyen de l'intelligence artificielle, de l'innovation et des menaces qui se font jour, et formuler des recommandations dans ces domaines ; e) coordonner la recherche et la collecte d'informations sur les politiques et la législation en matière de cybercriminalité de façon que la Conférence soit tenue au courant des évolutions dans ce domaine ; f) coordonner l'élaboration de documents de référence et de supports écrits ; g) coordonner le recrutement des consultantes et consultants, notamment en définissant leurs fonctions et en participant à la procédure de sélection ; h) encadrer les consultantes et consultants et les autres membres du personnel qui prêtent leur concours à la préparation des ateliers de ratification et des activités connexes
	1	P-4	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	New York	Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) jouer le rôle de chef de file des efforts de sensibilisation à la nouvelle Convention en direction des missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York ainsi que de la société civile, du monde universitaire et d'autres parties prenantes ; b) diriger l'élaboration d'outils et de supports visant à promouvoir une meilleure compréhension de la Convention, ainsi que de supports d'information et de sensibilisation ; c) diriger la liaison et la coopération avec les États Membres, les autres bureaux du Secrétariat, les secrétariats des instruments et cadres juridiques pertinents et les organes mondiaux, régionaux, sous-régionaux et sectoriels concernés, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes, afin que des politiques cohérentes soient appliquées dans tous les processus cybernétiques de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne l'objet de la Convention ; d) informer les organes intergouvernementaux et les missions permanentes basés à New York des travaux menés concernant la ratification et l'application de la Convention, ainsi que des faits nouveaux émanant de la Conférence et du mécanisme établi par celle-ci afin d'assurer la cohérence des politiques et de veiller à ce que la Conférence et les autres organes intergouvernementaux concernés soient tenus au courant de l'actualité des organes intergouvernementaux basés à New York dans le domaine des technologies de l'information et des communications, de l'innovation et de l'intelligence artificielle, selon qu'il convient ; e) dialoguer, selon qu'il convient, avec les multiples parties prenantes impliquées dans les processus cybernétiques, en particulier avec les entités du secteur privé, et nouer des partenariats pour qu'elles honorent les obligations que leur fait

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					<p>la Convention ; f) gérer les contributions destinées au compte établi en vertu de l'article 56 de la Convention et les rapports y afférents ; g) contribuer, sur demande, à l'organisation d'ateliers préalables à la ratification avec les États Membres, y compris aux niveaux régional, sous-régional et national, selon les besoins ; h) contribuer à l'élaboration d'outils, de publications et de supports de formation concernant la ratification et à l'application de la Convention ; i) contribuer au recrutement du personnel et des consultantes et consultants, notamment en définissant leurs fonctions et en participant à la procédure de sélection ; j) superviser les consultantes et consultants et les autres membres du personnel basés dans le lieu d'affectation</p>
	1	P-4	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) coordonner la recherche et la collecte d'informations de façon que la Conférence des États parties soit tenue au courant des évolutions technologiques dans le domaine des infractions commises au moyen des technologies de l'information et des communications, y compris au moyen de l'intelligence artificielle, et des technologies nouvelles et émergentes, et formuler des recommandations concernant les menaces et les possibilités existant dans ces domaines ; b) être la personne référente pour les nouvelles technologies utilisées dans la commission de tous les types d'infractions relevant du mandat de l'Office, afin d'assurer la coordination et les effets de synergie entre les différents organes directeurs et programmes de travail de l'Office ; c) fournir aux États Membres, à leur demande, des conseils fondés sur des données factuelles et sur les droits humains concernant l'utilisation efficace et responsable d'outils et de logiciels, y compris l'intelligence artificielle et d'autres nouvelles technologies, aux fins de la prévention et de la lutte contre la cybercriminalité ; d) veiller à ce que les résultats de la recherche sur les nouvelles technologies soient intégrés dans les meilleures pratiques pour les besoins du renforcement des capacités des États Membres à prévenir la cybercriminalité et à y faire face ; e) encadrer les consultantes et consultants et les autres membres du personnel qui apportent leur concours à l'application de la Convention et à ses processus</p>
	1	P-3	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) être le ou la responsable principal(e) de la mise au point et de l'exploitation du répertoire des points de contact du réseau 24/7 ainsi que des registres d'informations sur les autorités d'extradition et les autorités centrales aux fins de la coopération internationale ; b) assurer la liaison avec les États parties aux fins de l'exploitation du réseau 24/7, de la collecte d'informations sur le réseau et des activités de</p>

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					<p>sensibilisation liées à celui-ci ; c) gérer le répertoire, ainsi que l'accès et la participation à celui-ci, notamment la réception régulière et continue des informations fournies par les États parties et la mise à jour des renseignements relatifs aux points de contact ; d) coordonner la maintenance du répertoire, y compris l'élaboration des prescriptions techniques à cet effet, en liaison avec les services informatiques de l'Organisation ; e) faciliter la communication entre les points de contact et leur fournir une assistance, selon les besoins, conformément aux modalités convenues par les États parties ; f) contribuer à fournir une expertise au Comité spécial et à la Conférence des États parties en matière de lutte contre la cybercriminalité du point de vue juridique et des politiques ; g) appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de réforme législative et politique aux fins de la ratification ; h) contribuer à fournir des conseils aux États Membres, à leur demande, sur d'éventuelles questions juridiques afin de les aider à ratifier la Convention, et contribuer à apporter des connaissances spécialisées concernant les répertoires relatifs à la coopération internationale et au réseau 24/7, selon les besoins ; i) contribuer à recruter et à superviser les consultantes et consultants</p>
	1	P-3	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	<p>Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) contribuer à fournir au Comité spécial et à la Conférence des États parties une expertise en matière de lutte contre la cybercriminalité du point de vue juridique et des politiques ; b) appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de réforme législative et politique aux fins de la ratification ; c) appuyer la fourniture de conseils aux États Membres, à leur demande, sur d'éventuelles questions juridiques pour les aider à ratifier la Convention ; d) entreprendre des recherches juridiques et recueillir des informations sur les politiques et la législation en matière de cybercriminalité, y compris sur l'évolution des questions juridiques relatives à l'utilisation des technologies de l'information et des communications dans la commission d'infractions, afin que la Conférence des États parties soit tenue informée de ces évolutions ; e) appuyer la conception d'ateliers et de réunions de groupes d'experts consacrés à la rédaction de supports écrits destinés à soutenir l'entrée en vigueur de la Convention, y compris les travaux préparatoires ; f) assurer un suivi et réaliser des activités avec les États Membres après les ateliers et fournir des informations complémentaires à l'appui des processus de ratification aux niveaux régional et national ; g) encadrer les consultantes et consultants et les autres membres du personnel qui apportent leur concours à l'application de la Convention et à ses processus</p>

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
	1	P-3	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Vienne	Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) fournir des services spécialisés en matière de lutte contre la cybercriminalité, notamment en ce qui concerne les meilleures pratiques aux fins du renforcement des capacités des États Membres en matière de prévention et de lutte contre la cybercriminalité, ainsi que des conseils sur les choix de politique au Comité spécial et à la Conférence des États parties ; b) appuyer la fourniture de connaissances spécialisées et de conseils en matière de cybercriminalité aux États Membres sur d'éventuelles questions pour les aider à ratifier la Convention ; c) coordonner la fourniture de connaissances spécialisées et de conseils en matière de cybercriminalité par des expertes et experts de la cybercriminalité basés dans les différentes régions, aux États Membres qui en font la demande, sur d'éventuelles questions, afin de les aider à ratifier la Convention et à l'appliquer par la suite ; d) entreprendre des recherches et recueillir des informations de façon que la Conférence des États parties soit tenue au courant des évolutions technologiques dans le domaine des infractions commises au moyen des technologies de l'information et des communications, y compris au moyen de l'intelligence artificielle, de l'innovation et des menaces qui se font jour, et formuler des recommandations dans ces domaines ; e) contribuer à l'élaboration de procédures et de rapports concernant le compte établi par la Convention pour l'assistance technique à l'article 56 ; f) réaliser le suivi et l'analyse statistique de la mise en œuvre du programme, notamment en ce qui concerne les réunions et les ateliers liés à la ratification de la Convention ; g) encadrer les consultantes et consultants et les autres membres du personnel qui apportent leur concours à l'application de la Convention et à ses processus
	6	P-3	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale	Un(e) dans chacun des lieux d'affectation suivants : Panama, Dakar, Le Caire, Nairobi, Istanbul (Türkiye) et Bangkok.	Les titulaires seraient chargés des fonctions suivantes : a) fournir aux États Membres, sur une base régionale, des connaissances techniques spécialisées et des conseils en matière de lutte contre la cybercriminalité, notamment sur les meilleures pratiques aux fins du renforcement des capacités des États Membres en matière de prévention et de lutte contre la cybercriminalité, ainsi que des conseils sur les choix de politique aux gouvernements sur d'éventuelles questions politiques et techniques, afin de les aider à ratifier la Convention et à l'appliquer par la suite ; b) entreprendre des recherches et recueillir des informations de façon que les États Membres des différentes régions soient tenus au courant des évolutions technologiques dans le domaine des infractions commises au moyen des technologies de l'information et des communications, y compris au moyen de l'intelligence artificielle, de l'innovation et des menaces qui se font jour, et formuler des recommandations dans ces domaines ;

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					c) appuyer la mise au point de mécanismes au niveau régional afin de doter les États Membres des outils et des connaissances nécessaires pour remplir leurs obligations et rendre compte de l'application de la Convention à la Conférence des États parties ; d) réaliser le suivi et l'analyse statistique de la mise en œuvre du programme, notamment en ce qui concerne les réunions et les activités liées à la ratification puis à l'application de la Convention ; e) encadrer les consultants et consultants et les autres membres du personnel qui apportent leur concours à l'application de la Convention et à ses processus
	1	P-2	Spécialiste de la prévention du crime et de la justice pénale (adjoint(e) de 1 ^{re} classe)	Vienne	Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) contribuer à apporter un appui technique et fonctionnel au Comité spécial et à la Conférence des États parties ; b) rédiger des documents d'avant-session pour le Comité et la Conférence et contribuer à assurer les services fonctionnels lors de leurs sessions ; c) apporter des contributions de fond à la tenue de diverses bases de données et de répertoires d'autorités compétentes, notamment en recueillant les lois, règlements et documents de politique générale pertinents auprès des États parties, selon qu'il convient ; d) proposer des contributions sur des questions d'après-session, telles qu'assignées, et participer à la préparation des prochaines sessions du Comité et de la Conférence ; e) contribuer à l'élaboration de divers documents écrits, tels que des notes d'information, de la correspondance avec les gouvernements, des documents de travail et des présentations à l'appui des activités liées à l'entrée en vigueur de la Convention, ainsi que des futurs travaux de la Conférence ; f) effectuer des analyses et des recherches juridiques sur des questions relatives au Comité et à la Conférence
	1	G(AC)	Assistant(e) au service des séances	Vienne	Le ou la titulaire serait chargé(e) d'exécuter un large éventail de tâches et de procédures administratives, dont : a) la coordination de l'organisation des services de conférence et la coordination de la programmation, de l'établissement et de la publication de la documentation, y compris la mise en forme des documents de séance ; b) la coordination de la procédure d'inscription aux réunions et aux séances, y compris les accréditations, le cas échéant ; c) la coordination avec les services de conférence, notamment les services d'interprétation et les services informatiques et services de communication ; d) l'établissement et la coordination de la correspondance pour les États Membres et les États parties ; e) l'appui à la présidence du Comité spécial lors de réunions ainsi qu'à la présidence de la Conférence des États parties
	1	G(AC)	Assistant(e) d'équipe	Vienne	Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) traiter et classer par ordre de priorité la correspondance entrante ; b) organiser les

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
					réunions, rassembler les références et les documents d'information pertinents et assurer le suivi des mesures à prendre ; c) apporter un appui administratif aux bureaux du Comité spécial et de la Conférence des États parties, en particulier à la présidence ; d) aider l'équipe à effectuer le suivi et l'examen du programme de travail et du budget, en réalisant des activités de gestion du programme à l'appui des travaux menés dans le cadre de la Convention ; e) tenir à jour le site Web des processus intergouvernementaux pertinents ; f) fournir un appui administratif et financier
	6	G(AC)	Assistant(e) d'équipe	Un(e) dans chacun des lieux d'affectation suivants : Panama, Dakar, Le Caire, Nairobi, Istanbul (Türkiye) et Bangkok	Les titulaires seraient chargés des fonctions suivantes : a) apporter un appui administratif aux efforts régionaux et nationaux visant à promouvoir l'entrée en vigueur rapide de la Convention, notamment des ateliers, des visites de pays et des manifestations ; b) traiter et classer par ordre de priorité la correspondance entrante ; c) organiser les réunions, rassembler les références et les documents d'information pertinents et assurer le suivi des mesures à prendre à l'appui de la ratification et de l'application de la Convention dans les différentes régions ; d) aider l'équipe à effectuer le suivi et l'examen du programme de travail et du budget, en réalisant des activités de gestion du programme à l'appui des travaux menés dans le cadre de la Convention
	1	D-1	Chef de service (dès l'entrée en vigueur de la Convention ou à compter du 1 ^{er} janvier 2027)	Vienne	Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) superviser les services de secrétariat fournis à la Conférence des États parties et aux organes subsidiaires créés dans le cadre de la Conférence ; b) superviser les travaux du Programme mondial contre la cybercriminalité et toutes les activités relatives à l'assistance technique et au renforcement des capacités dans les domaines relevant de sa compétence, et en définir l'orientation générale ; c) conseiller le (la) Directeur(trice) de la Division des traités et le (la) Directeur(trice) exécutif(ve) de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur les questions liées au mandat découlant de la Convention ; d) entreprendre ou superviser les tâches programmatiques et administratives nécessaires au fonctionnement du secrétariat et les fonctions d'assistance technique découlant de la Convention

<i>Sous-programme</i>	<i>Postes</i>	<i>Classe</i>	<i>Titre fonctionnel</i>	<i>Lieu d'affectation</i>	<i>Justification, dont résumé des fonctions</i>
	1	P-5	Spécialiste hors classe de la prévention du crime et de la justice pénale (dès l'entrée en vigueur de la Convention ou à compter du 1 ^{er} janvier 2027)	Vienne	Le ou la titulaire serait chargé(e) des fonctions suivantes : a) superviser la fourniture de services de secrétariat à la Conférence des États parties et aux organes subsidiaires créés dans le cadre de la Conférence ; b) encadrer les membres du personnel qui fournissent des services de secrétariat à la Conférence ; c) superviser les aspects organisationnels et fonctionnels de la Conférence, y compris l'approbation de la documentation ; d) gérer et recruter le personnel ; e) coordonner les informations qui doivent être communiquées au titre de la Convention ou des organes créés dans le cadre de la conférence

Abréviation : G(AC) = agent(e) des services généraux (Autres classes).